

PAROLES D'ACTEURS

**RELATIONS AUX
POUVOIRS
PUBLICS DANS
NOTRE
STRATEGIE
D'ACTION**



Education and Culture

Socrates

STRATEGIES D'OPPOSITION

Nous avons rédigé une contre-circulaire, appelant les fonctionnaires municipaux à ne pas appliquer la nouvelle réglementation.

Cette contre-circulaire a été diffusée auprès de nombreuses mairies. Certains fonctionnaires nous ont demandé de venir expliquer notre position. Ils ont finalement accepté d'entrer dans une démarche de désobéissance civile et de ne pas appliquer la réforme.

*APDHA
Espagne*

STRATEGIES D'OPPOSITION

Sur le plan social, nous agissons pour permettre aux personnes en mesures alternatives à la prison de trouver un contrat de travail en créant des coopératives sociales.

Nous menons ainsi de nombreuses luttes d'occupation des ressources publiques inutilisées (bâtiments et espaces publics) pour pouvoir les récupérer et y développer les activités dans le cadre de ces coopératives. Une centaine de personnes participe généralement aux occupations. Ce sont le plus souvent des occupations de courte durée, renouvelées jusqu'à ce que les pouvoirs publics cèdent.

*Nouvelle Frontière
Italie*

STRATEGIES D'OPPOSITION

Les stratégies d'actions que nous avons mises en place pour obliger les pouvoirs publics à construire le parc prévu furent diverses, passant notamment par l'occupation du terrain en question.

En réponse aux responsables municipaux qui prétendaient que jamais il n'avait été prévu de parc à cet endroit-là et que la construction était impossible, nous nous sommes mis, au cours de nos occupations, à planter des arbres, afin de démontrer le contraire.

*Comite Pro Parque Miraflores
Espagne*

STRATEGIES D'OPPOSITION

La ville a décidé de réglementer la mendicité en élaborant des projets d'arrêtés " anti-mendicité ".

La prévision de cette nouvelle réglementation a soulevé de vives réactions, notamment parmi la population la plus démunie. C'est l'une des premières fois que ces personnes se sont mobilisées et organisées, exigeant le retrait des projets d'arrêtés.

Ils ont fait signer aux habitants des pétitions pour que cette question soit inscrite à l'ordre du jour du conseil municipal et ont obtenu gain de cause. Un débat public a ainsi eu lieu et les projets ont finalement été retirés.

*Solidarités Nouvelles
Belgique*

STRATEGIE DE CONCERTATION

Nous avons mené, avec diverses organisations comme la Confédération Paysanne, un travail en collaboration avec certains maires.

Ce travail a aboutit à ce que 1500 communes prennent des arrêtés interdisant les cultures d'OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) sur leur territoire.

Ces arrêtés ont été systématiquement attaqués par les préfets devant les juridictions administratives. Au début ils étaient annulés par le juge. Mais ceci a permis de porter le débat devant les tribunaux.

*Collectif des Faucheurs volontaires
d'OGM – France*

STRATEGIE DE CONCERTATION

Nous avons lutté pour que la loi de 1988 sur la faillite des entreprises soit étendue aux exploitations agricoles.

Nous avons rédigé nos propres propositions et fait pression sur des membres du gouvernement et certains députés pour qu'ils les prennent en considération.

*Solidarités Paysan Provence
France*

STRATEGIE DE CONCERTATION

Nous nous sommes impliqués dans le travail mené autour de l'élaboration du nouveau règlement de la loi sur les étrangers. Un travail collectif a été réalisé pour formuler et diffuser des propositions, des amendements à la rédaction proposée par le gouvernement.

Certains d'entre eux ont été pris en considération lors de la rédaction finale du texte. Le règlement prévoyait par exemple que pour être régularisé, l'étranger sans papiers devait détenir un contrat de travail depuis un an. Nous nous sommes battu pour que ce délai passe à 6 mois.

*Movimiento Ruminahui
Espagne*

STRATEGIE DE CONCERTATION

Pour la première fois, un groupe d'occupants a décidé de mettre son expérience liée à l'occupation de bâtiments au service d'autres personnes.

Une centaine de familles, confrontées à des difficultés de logement, ont ainsi occupé un bâtiment public laissé à l'abandon et sont parvenues à ouvrir des négociations avec les pouvoirs publics. Un quatrième bâtiment occupé étant alors à vendre, les négociations couplées à ces actions d'occupation ont fini par obliger les pouvoirs publics à financer l'achat du bâtiment pour en faire des logements sociaux.

*Action Diritti
Italie*

LEUR PROPOSER DES
SOLUTIONS
Y COMPRIS JURIDIQUES

Pour ne pas tomber dans la contradiction entre lutter contre le droit à la propriété privée et revendiquer cette même propriété, nous nous donnons pour objectif de n'obtenir que le droit d'exploiter la terre.

Pour cela, nous proposons des accords aux pouvoirs publics : ce sont eux (la Mairie dans la plupart des cas) qui deviennent propriétaires de la terre et une convention est signée avec le SOC pour lui en laisser la gestion. Nous mettons alors en place des coopératives permettant de gérer collectivement les terres dans un objectif social.

Sindicato de Los Obreros del Campo
Espagne

LEUR PROPOSER DES
SOLUTIONS
Y COMPRIS JURIDIQUES

Face à la perte de leur maison d'habitation par les agriculteurs lors de la liquidation de leur exploitation agricole, nous avons négocié avec les offices HLM (Habitat à Loyer Modéré) la possibilité que ce dernier rachète l'habitation pour que la famille en devienne locataire.

Ce processus permet ainsi à la famille de rester sous son toit. C'est un dispositif intéressant, même si psychologiquement cela reste difficile pour les familles d'accepter de devoir payer un loyer alors qu'elles ont été propriétaires toute leur vie. Un suivi social est donc toujours effectué.

Solidarités Paysan Provence
France

LEUR PROPOSER DES SOLUTIONS Y COMPRIS JURIDIQUES

Lorsque les pouvoirs publics se sont enfin décidés à apporter une réponse au problème de l'absence de transports scolaires, ce fut pour proposer des places en pension pour les enfants de Bénita. Cette dernière a refusé cette solution, d'une part parce que c'était une solution individuelle à un problème qui concernait tous les enfants du quartier et d'autre part car cela ne tenait aucun compte du droit à vivre en famille.

Ce sont finalement les habitants qui ont dû eux-mêmes proposer une solution – que les transports scolaires soient assurés par l'un des habitants du quartier - et la faire accepter par l'administration.

*ATD Cuarto Mundo
Espagne*

METHODE D'APPROCHE DES POUVOIRS PUBLICS

Dans les rapports avec l'administration, il est essentiel de connaître un minimum le droit. Nous avons observé que le comportement des administrations change lorsqu'elles ont en face d'elles des gens qui connaissent leurs droits.

Venir avec les textes juridiques empêche par exemple que des fonctionnaires ne rejettent la demande avec des arguments non valables.

*APEIS
France*

METHODE D'APPROCHE DES POUVOIRS PUBLICS

La première étape a été centrée sur la réalisation d'un travail de recherche et d'investigation. Ce fut essentiel dans la construction de la lutte.

Les habitants utilisèrent divers domaines de compétences : la géographie, l'archéologie, l'histoire, mais aussi le droit. Ils sont parvenus à récupérer les plans urbains de la zone et se sont rendu compte que sur les terrains abandonnés avait été prévue quelques années auparavant la construction d'un parc.

La découverte et l'analyse de ces informations ont été à l'origine de la forte mobilisation des habitants du quartier pour obliger la mairie à construire ce parc.

*Comite Pro Parque Miraflores
Espagne*

METHODE D'APPROCHE DES POUVOIRS PUBLICS

L'une des actions que nous menons consiste à sensibiliser les administrations communales et régionales et à les informer par rapport à la situation des gens du voyage pour que cette dernière soit prise en considération dans la pratique administrative.

Nous avons par exemple envoyé un courrier d'information à toutes les communes de Wallonie pour les informer de la possibilité de séjour des gens du voyage dans les communes.

*Centre de Médiation des gens du
voyage – Belgique*

METHODE D'APPROCHE DES POUVOIRS PUBLICS

En 2005, nous démarrons une nouvelle campagne de sensibilisation des maires.

Nous diffusons un “ *mode d'emploi pour maires anti-OGM* ” proposant notamment des modèles d'arrêtés pré-rédigés pour différents motifs (interdiction des OGM dans la restauration scolaire, risque d'allergènes, risque de transfert accidentel des gènes modifiés, respect de l'agriculture biologique, production apicole, modification de l'écosystème).

*Collectif des faucheurs volontaires
d'OGM – France*

METHODE D'APPROCHE DES POUVOIRS PUBLICS

En tant qu'agents municipaux ou élus locaux, nous agissons pour rendre effective la politique sur l'accès au logement. Nous n'hésitons pas à nous opposer aux expulsions en organisant des occupations, en étant présents lorsque la police arrive et en essayant d'ouvrir des négociations.

Ces actions d'occupation, si elles ne permettent généralement pas d'éviter totalement l'expulsion, facilitent un gain de temps pour que nous puissions organiser le relogement des personnes.

Notre fonction d'agents municipaux ou d'élus locaux permet de donner d'avantage de force à ces actions.

*Municipalités des Xème et XIème
arrondissements de Rome – Italie*

METHODE D'APPROCHE DES POUVOIRS PUBLICS

La participation à des concertations avec d'autres associations, les pouvoirs publics, etc., nécessite l'organisation d'une réunion préparatoire pour permettre aux gens de comprendre les enjeux des questions, s'exprimer dessus, se préparer à la prise de parole.

Ainsi, les gens apprennent à mieux comprendre une loi : comment elle est interprétée, quelles sont ses motivations et comment chacun peut améliorer sa propre stratégie d'action.

Lorsque nous sommes contactés pour participer au débat sur une loi ou son évaluation, il y a toujours un important débat pour déterminer si l'association doit y aller ou pas, en raison des risques de récupération du mouvement.

Luttes, Solidarités, travail
Belgique

METHODE D'APPROCHE DES POUVOIRS PUBLICS

Dans toutes ces actions sur le cadre juridique national, il est essentiel de bien identifier au sein des groupes politiques la personne compétente dans le domaine concerné, celle qui pourra vraiment défendre la proposition, pour éviter de perdre trop de temps.

Et il faut s'assurer que cette personne sera présente lors du vote de la loi.

Solidarités Paysan Provence
France